

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER , le 02/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DE KEREVER

KEREVER BIAN
29600 ST MARTIN DES CHAMPS

Références : [Arrêté Préfectoral n°1/2014 AE du 09/01/2014](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2022 dans l'établissement EARL DE KEREVER implanté KEREVER-BIAN 29600 ST MARTIN DES CHAMPS .
Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL de KEREVER
- KEREVER-BIAN - 29600 ST MARTIN DES CHAMPS
- Code AIOT dans GUN : 0052903723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'EARL de KEREVER est une exploitation d'élevage IED avicole sous le régime d'Autorisation et située au lieu-dit Kerever-Bian à St-Martin des Champs.

- AP du 07/06/95 complété par l'arrêté n°1AE du 09/01/14 -

Autorisation environnementale pour 147000 emplacements volaille et 108000 AEQ .

L'exploitation est dotée d'une unité de compostage pour du fumier de volaille.

L'exploitation est dotée d'un forage à plus de 35m en amont du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité élevage : prévention des accidents et pollution.
- Suivi du compostage.
- Dispositions relatives aux prélèvements d'eau.

2) Constats

Les prescriptions contrôlées lors de cette inspection sont respectées par l'exploitant. Concernant les manquements constatés lors de l'inspection précédente du 08/11/2019, les mesures correctives attendues ont été apportées.

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées lors de cette inspection sont respectées par l'exploitant.
Concernant les manquements constatés lors de l'inspection précédente du 08/11/2019, les mesures correctives attendues ont été apportées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement	/	Sans objet
Accessibilité aux services de secours	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	/	Sans objet
Défense externe contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
Défense interne contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Registre des Risques / 3 mois	Sans objet
Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	/	Sans objet
Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Justificatifs de vérification périodique	Sans objet
Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Sans objet
Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Sans objet
Dispositions relatives au compostage, températures	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	/	Sans objet
Dispositions relatives au compostage, surveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39	Analyses spécifiques	Physico-chimiques, éléments-traces métalliques, agents pathogènes, indicateurs de traitement.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformité pour toutes les prescriptions contrôlées le 01/03/2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : conforme
Observations : pas d'incident à déclarer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité aux services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : conforme.
Observations : tous les bâtiments de l'exploitation sont directement accessibles depuis la route.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense externe contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.
Constats : conforme.
Observations : réserve incendie en bassin, entourée d'un grillage de protection à 20m du 1er bâtiment d'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense interne contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : — s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; — par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : conforme. -cohérence du nombre d'extincteurs portatifs avec la taille de l'exploitation. -dernière vérification des extincteurs affichée datée du 25/02/2022. -ouvrage de rétention adapté à la réserve de fioul. -le système de coupure électrique générale est situé à l'extérieur des poulaillers.
Observations : -l'exploitation dispose de 4 extincteurs portatifs: 1 dans chaque magasin des 3 poulaillers + 1 près de la cuve à fioul. -les extincteurs affichent une année de fabrication de 2019 et une vérification périodique du 25/02/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Tenue du registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
Constats : conforme.
Observations : les risques sont répertoriés dans le registre des risques et dans le Document Unique d'Evaluation des Risques de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Tenue du registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
Constats : conforme
Observations : -les Fiches Données de Sécurité sont parfaitement lisibles sur les contenants de produits dangereux. -les produits dangereux sont stockés dans un local à part du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : — le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; — le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; — le numéro d'appel du SAMU : 15 ; — le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
Constats : conforme
Observations : affichage Sécurité et Prévention complet dans le magasin du bâtiment P3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : conforme: -les installations électriques sont vérifiées par des professionnels. -la maintenance électrique est régulièrement assurée.
Observations : -les installations électriques sont vérifiées par des professionnels conformément au contrat d'assurance de l'EARL de KEREVER avec Groupama. -la maintenance électrique est régulièrement assurée: dernier devis 'Matavicole' signé le 05/11/21, dernière factures 'Matavicole' du 17/01/22 et 'Premel Cabic' du 03/02/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : conforme:
Observations : Il y 3 cuves à fioul à simple paroi, dont une en activité, une vide le jour de l'inspection et une hors-service. Ces 3 cuves sont sécurisées par l'ouvrage de rétention cimenté dont la capacité est celle des 3 cuves.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'art L. 214-18 du même code.
Constats : conforme: alimentation en eau depuis un forage situé à plus de 35m en amont de l'exploitation. Le système est muni d'un compteur. La consommation en eau pour l'élevage est relevée quotidiennement. Ces relevés sont enregistrés dans le Registre d'Elevage. Le raccordement au réseau public est muni d'un disconnecteur.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives au compostage, températures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes : — les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ; — la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondants sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.
Constats : conforme -les retournements des andains se font à chaque fois que les poulaillers sont vidés. -la température des andains est suivie : tous les enregistrements contrôlés oscillent entre 50 et 55°C.
Observations : -Retournements des andains: en pratique, les andains sont déplacés de gauche à droite sous le hangar de compostage à chaque fois que les 3 poulaillers sont vidés (1 lot). Ceci équivaut à 4.5 déplacements/an. -Température des andains : Elle est suivie en permanence, relevée régulièrement et enregistrée dans le Cahier de suivi dédié. Les Enregistrements contrôlés par l'inspecteur oscillent entre 50 et 55°C. La litière utilisée sur l'exploitation est la sciure, ce qui engendre un compost plus stable qu'avec litière paillée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives au compostage, surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain. Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
Constats : conforme -les températures sont régulièrement prises et enregistrées. -le cahier de suivi du compost est conformément tenu à jour. -les analyses physico-chimiques et bactériologiques sont régulièrement faites. -les dernières analyses spéciales 'éléments traces-métalliques' sont conformes.
Observations : -les analyses spéciales 'éléments traces-métalliques' du 12/04/21 sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet